

Direction Financière juridique et
logistique

Règlement de consultation (R.C.)

MP 26-06

- **Acheteur:**

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation : Prestations de gardiennage et de télésurveillance des locaux de l'ASP à Limoges
Date limite de remise des plis : 30/03/2026 à 12h00
Date limite pour poser des question : 21/03/2026 à 12h00

Sommaire

Article 1.	Identification de l'acheteur	3
Article 2.	Objet de la consultation	3
Article 3.	Procédure	3
Article 4.	Objet du présent règlement de la consultation	3
Article 5.	Dispositions générales.....	4
5.1	Allotissement et valeur estimée du besoin.....	4
5.2	Règles d'attribution des lots	4
5.3	Modalités d'exécution du marché.....	4
5.4	Durée	4
5.5	Variantes	4
5.6	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
5.7	Considération sociales - Clause sociale obligatoire.....	4
5.8	Date d'établissement, type et forme des prix.....	5
5.9	Modalités de financement.....	5
5.10	CCAG applicable	5
Article 6.	Forme juridique de l'attributaire	5
Article 7.	Sous-traitance	6
7.1	Obligations du candidat	6
7.2	Obligations du sous-traitant	6
Article 8.	Prévention des conflits d'intérêt	6
Article 9.	Modalités d'établissement des offres	6
9.1	Date limite de réception des offres	6
9.2	Délai de validité des offres.....	7
9.3	Contenu du dossier de consultation	7
9.4	Gestion des questions/réponses en cours de consultation :	7
9.5	Modifications de détails au dossier de consultation	8
9.6	Retrait du dossier de consultation (DC)	8
9.7	Remise des plis.....	8
Article 10.	Recevabilité des offres	8
Article 11.	Contenu des plis	9
11.1	Documents demandés à l'appui des candidatures	9
11.2	Eléments exigés au titre de l'offre.....	10
Article 12.	Agrément des candidatures et examen des offres.....	10
Article 13.	Jugement des offres	10
Article 14.	Visite des lieux.....	13
Article 16.	Attribution du marché.....	13
Article 17.	Clauses complémentaires.....	14

Article 1. Identification de l'acheteur

ASP – Agence de services et de paiement
2 rue du Maupas
87040 Limoges cedex 1
Téléphone : 05 55 12 00 00

Article 2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations de gardiennage et de télésurveillance des locaux de l'ASP, situés 2 rue du Maupas et 2 rue Aristide Briand à Limoges (87000).

Les prestations attendues, objets de la présente consultation, sont précisées dans les pièces constitutives du présent Dossier de Consultation et notamment le CCTP.

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) : 7971300 Service de gardiennage et 7971400 Service de surveillance.

Article 3. Procédure

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018 1 075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles R2124 2 et R2161 2 à 5 du code de la commande publique.

L'ASP se réserve le droit de recourir à des prestations similaires selon les dispositions de l'article R 2122 7 du code de la commande publique.

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194 2 à 4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin d'intégrer des services supplémentaires devenus nécessaires et que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

L'ASP se réserve la possibilité de mettre en œuvre, en application de l'article R2194 1 du code de la commande publique, la clause de réexamen définie au CCAP de la présente consultation.

Article 4. Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des candidatures et des offres ;
- les documents et renseignements à fournir pour juger de la conformité des candidatures et des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

Le candidat consulté ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, en particulier pour la remise de son offre.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement et des documents qui l'accompagnent. Seule la langue française peut être utilisée. Par conséquent, tous les documents doivent être rédigés en langue française.

Le déroulement de la procédure est le suivant :

- remise des candidatures et des offres par les candidats;
- analyse des candidatures et des offres ;
- classement des offres par l'administration, conformément à l'article dédié du présent règlement de consultation ;
- attribution du marché.

Article 5. Dispositions générales

5.1 Allotissement et valeur estimée du besoin

Par dérogation aux dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots (marché unique) unique). La dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les prestations se décomposent comme suit :

Prestations forfaitaires n° 1 et 2 : gardiennage et télésurveillance

Prestations à bons de commandes n°3 : prestations non récurrentes ou exceptionnelles (levée de doute, des heures supplémentaires de gardiennage ...)

A titre indicatif le montant des prestations forfaitaires est évalué à 180 000 €HT sur toute la durée du marché (48 mois). Le montant maximum du marché est fixé à 250 000 € HT.

5.2 Règles d'attribution des lots

Sans objet.

5.3 Modalités d'exécution du marché

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire composite qui s'exécute pour partie à travers des prestations forfaitaires et pour partie au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Les montants minimum et maximum sont définis à l'acte d'engagement.

5.4 Durée

La durée de l'accord cadre est fixée dans l'acte d'engagement.

5.5 Variantes

Conformément à l'article R2151-8 1^{er} du code de la commande publique, les variantes sont interdites.

5.6 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans Objet

5.7 Considération sociales - Clause sociale obligatoire

L'ASP s'est engagée dans une politique d'insertion des personnes par le travail. C'est pourquoi le présent accord-cadre comporte des clauses visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage, en application de l'article L. 2112-2 à L. 2112-4 et L. 2152-7 à L. 2152-8 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

En complément, conformément aux dispositions de l'article R. 3124-4 du Code de la commande publique, la performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés, au titre des considérations sociales, constitue un critère d'attribution du présent marché. Par la remise de son offre, l'entreprise candidate s'engage impérativement à réserver les dispositions qui s'y rapportent. Cette clause s'applique suivant les principes définis à l'article du cahier des clauses administratives particulières dédié.

Par ailleurs, l'ASP a confié au dispositif décrit ci dessous l'accompagnement et le contrôle des engagements des entreprises. A cet égard, au plus tard dans les 3 mois suivant la notification de l'accord-cadre, l'attributaire doit prendre contact avec le dispositif prendre contact avec le dispositif de suivi dont les coordonnées sont fournies ci-après, qui les informera des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Contact : Dispositif de suivi des clauses sociales
Service Achats et Marchés Publics de l'ASP
Appui-mp@asp-public.fr
Contact : Jérémie TARDIEN

5.8 Date d'établissement, type et forme des prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis à l'article 9 du CCAP.
Le marché est exprimé en euros.

5.9 Modalités de financement

Ce marché est financé sur le budget de l'Etablissement.

5.10 CCAG applicable

Le CCAG applicable est le CCAG FCS du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.

Article 6. Forme juridique de l'attributaire

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R 2142-22 alinéa 1 du code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En application des dispositions de l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Le fait qu'un opérateur ait présenté une candidature individuelle et comme membre d'un groupement implique de regarder ces candidatures comme irrégulières au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique.

En revanche, un candidat peut se présenter à la fois en tant que candidat individuel ou membre d'un groupement et en tant que sous-traitant.

L'un des opérateurs économiques, membre du groupement, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations des membres du groupement (mandataire du groupement).

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire de la réalisation des obligations contractuelles de chacun des membres du groupement pour l'exécution du marché.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques ou financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (article R 2143-12 du code de la commande publique).

L'ASP se réserve la possibilité de vérifier les références fournies en contactant les personnes indiquées.

Article 7. Sous-traitance

7.1 Obligations du candidat

Conformément aux dispositions de l'article L 2193-5 et R 2193-1 du code de la commande publique, dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer, soit en complétant le formulaire officiel DC4 (déclaration de sous-traitance accessible via ce lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), soit en fournissant les renseignements suivants :

- la nature et l'importance des prestations qui seraient sous-traitées,
- le nom, la raison sociale, le n° SIRET (ou équivalent, pour les sociétés étrangères) et l'adresse du sous-traitant,
- le lieu d'exécution des prestations sous-traitées,
- le montant des prestations sous-traitées en euros hors taxes et les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance,
- dans le cas d'un paiement direct, la domiciliation bancaire du sous-traitant,
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

7.2 Obligations du sous-traitant

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue à l'article R 2193-1 5° du code de la commande publique (soit en signant le formulaire DC4 précité, rubrique k, soit en fournissant par l'intermédiaire du candidat, une déclaration sur l'honneur signée).

Article 8. Prévention des conflits d'intérêt

Il est précisé, concernant la composition de l'équipe, que l'administration se réserve le droit d'interroger le titulaire afin de pouvoir établir, de façon contradictoire, qu'aucun conflit d'intérêt ou manque d'indépendance ne pourrait intervenir avec d'autres opérateurs économiques susceptibles de répondre à des dossiers ayant un lien avec les missions du titulaire dans le cadre du présent marché.

Article 9. Modalités d'établissement des offres

9.1 Date limite de réception des offres

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées en page de garde du présent règlement de consultation.

En application de l'article R2151-6 du code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été fixées par l'acheteur public. Les plis reçus hors délais sont irrecevables.

9.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

9.3 Contenu du dossier de consultation

Important: Conformément à l'article R.2132-5 du Code de la Commande Publique, le DQE, le CCTP, l'annexe financière et l'annexe « reprise de personnels » ne seront transmis au candidat qu'après remise de l'engagement de confidentialité, annexe 3 au présent règlement de la consultation.

9.3.1 Contenu du dossier de consultation avant remise de l'engagement de confidentialité

Les documents ci-dessous sont accessibles en téléchargement sur la plateforme PLACE.

- ☐ **Le présent Règlement de consultation (RC) et ses annexes 1 à 3**
 - Annexe 1 «Dématérialisation des procédures»
 - Annexe 2 «Engagement de confidentialité»
 - Annexe 3 «Cadre de mémoire technique» (CMT)
- ☐ **L'Acte d'engagement et son annexe 2**
 - Annexe 2 «Action d'insertion professionnelle»
- ☐ **Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1:**
 - Annexe 1 «RGPD»

9.3.2 Contenu du dossier de consultation après remise de l'engagement de confidentialité

Après remise via la plateforme des achats de l'Etat de l'engagement de confidentialité dûment complété et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise, le dossier de consultation des entreprises (DC) sera complété des pièces suivantes:

- ☐ L'annexe 4 au règlement de la consultation «Détail quantitatif estimatif» (DQE)
- ☐ **Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**
- ☐ L'annexe 1 à l'acte d'engagement « Annexe financière »
- ☐ L'annexe 5 au règlement de la consultation « Reprise de personnels »

9.4 Gestion des questions/réponses en cours de consultation :

Les **questions** relatives au dossier de consultation devront être **obligatoirement formulées par écrit via la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr dans le module « questions/réponses », au plus tard 9 jours avant la date de remise des offres.**

Les **réponses** seront transmises à tous les candidats préalablement identifiés ayant retiré un dossier de consultation **au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, dans le module « questions/réponses » et/ou dans le module « échanges sécurisés » de la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr.** Tous ces candidats en sont informés par un mail de notification les invitant à télécharger les documents.

Les candidats retirant ultérieurement le DCE pourront disposer de l'ensemble des documents (DCE initial et jeux de questions/réponses) en téléchargeant les documents dans le module « **Pièces de marché** » dans la liste des documents disponibles.

NB : Les délais indiqués ci-dessus ne concernent pas les demandes liées à la transmission dématérialisée des offres sur le site www.marches-publics.gouv.fr. A tout moment et jusqu'à la date et heure limites de dépôt des offres, les candidats peuvent interroger le support de la plate-forme pour être accompagnés dans le dépôt et la signature de leur offre.

9.5 Modifications de détails au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu'à 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9.6 Retrait du dossier de consultation (DC)

Il est fait application des articles R 2132-2 à R 2132-6 du code de la commande publique.

L'ASP dispose d'une plate-forme de dématérialisation des marchés publics accessible sur Internet à l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les modalités de retrait sont décrites à l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

9.7 Remise des plis

Dans le cadre de la présente consultation, pour la remise des plis, en application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, seul le mode de transmission par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr est autorisé conformément aux modalités décrites dans l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

Article 10. Recevabilité des offres

Les offres :

- arrivées après la date et l'heure limites imparties pour la remise des offres, éventuellement reportées ;
- provenant de groupements d'opérateurs économiques ayant été modifiés dans des conditions contraires à l'article dédié du présent règlement de la consultation ;
- inappropriées, inacceptables ou irrégulières in fine, au sens des dispositions des articles L 2152-2 à L 2152-4 du code de la commande publique ;
- signées, le cas échéant, et paraphées par une personne non habilitée à engager la société ;

seront rejetées et ne seront pas classées.

Article 11. Contenu des plis

11.1 Documents demandés à l'appui des candidatures

A l'appui de leur candidature les candidats individuels ou groupés doivent obligatoirement produire les éléments suivants.

Formulaire / document	Observations	Attendus
DECLARATION DU CANDIDAT		
DC1 « Lettre de candidature »	Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (art. R2142-4 du code de la commande publique) Un opérateur économique peut recourir aux capacités d'autres opérateurs (art. R2142-3 du code de la commande publique) En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.	A produire Téléchargeable au lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »	En cas de groupement : Fournir 1 formulaire DC2 pour chaque membre du groupement.	
DC4 « déclaration de sous-traitance »	Si une sous-traitance est connue au moment de l'offre, fournir le DC4.	
Pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat	Notamment : Numéro unique d'identification délivrée par l'INSEE ou une structure compétente pour les entreprises étrangères, Délégations de signature...	A produire
CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES		
Autorisation d'exercice professionnel délivrée dans le respect des dispositions du code de la sécurité intérieure et copie de l'agrément CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) du(es) dirigeant(s) ou gérant(s) de l'entreprise de sécurité privée		A produire
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les 3 dernières années	Dont part du personnel d'encadrement	A produire

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Si un opérateur économique participe à titre individuel, mais recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct pour chaque entité à laquelle il fait appel; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Le DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://espd.eop.bg/espd-web/filter?lang=fr>

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Ces pièces permettent de vérifier la recevabilité des candidatures.

11.2 Eléments exigés au titre de l'offre

A l'appui de leur offre, les candidats doivent produire les éléments suivants :

Pièce	Attendus	Observation
Acte d'engagement (AE)	A compléter en utilisant impérativement le modèle fourni par l'ASP.	La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre, celle-ci valant engagement du candidat à signer le marché s'il est attributaire. Toutefois, la signature préalable est conseillée afin de prévenir les risques de retard lors de la notification.
Annexe 1 à l'AE « annexe financière »	A compléter en renseignant les prix proposés	Ce document contractualise les prix proposés
Annexe 2 à l'AE « Insertion professionnelle »	A compléter si le soumissionnaire propose une action d'insertion	L'action d'insertion est un sous-critère de jugement des offres représentant 60% du critère « développement durable » pondéré à 10% de la note finale
Annexe 1 CCAP « Développement durable »	A compléter	Traiter le volet social et environnemental
Annexe 4 au RC « DQE »	A remplir en reportant les prix proposés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement « Annexe financière »	Ce document n'est pas contractuel, il est uniquement destiné au jugement du critère prix
Un mémoire technique	Respecter obligatoirement le cadre de mémoire figurant à l'annexe 3 au RC « CMT »	Permet au candidat de présenter la compréhension des exigences du CCTP, en répondant point par point aux critères de jugement des offres

Article 12. Agrément des candidatures et examen des offres

Il est fait application des articles R 2144-1 à R 2144-7 de la commande publique pour l'agrément des candidatures et des articles R 2152-1 et R 2152-2 pour l'examen des offres.

Les offres **irrégulières**, **inacceptables** ou **inappropriées**, après mise en œuvre ou non (au choix de l'administration) d'une procédure de régularisation conformément aux dispositions du code de la commande publique, seront éliminées :

- est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Article 13. Jugement des offres

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R2152-6, R2152-7 et R2152-12 du code de la commande publique, en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- Critère 1: VALEUR TECHNIQUE –50%
- Critère 2: PRIX –40%
- Critère 3: DEVELOPPEMENT DURABLE –10%

CRITERE 1: VALEUR TECHNIQUE - 50%

La valeur technique de l'offre se compose de 5 sous-critères et sera jugée au regard de la clarté et de la pertinence des informations fournies au cadre de mémoire technique (Annexe 3 au RC).

Les 5 sous-critères et leur importance respective sont les suivants :

Sous-critère	Importance du sous-critère
SC1.1 : Méthodologie mise en œuvre pour l'exécution des prestations (prestations n° 1 à 3 – art 2 du CCTP)	50 points
SC1.2 : Prise en charge d'une demande de levée de doute et modalités d'intervention si nécessaire	30 points
SC1.3 : Délai de réponse dans le traitement des demandes urgentes (prestation n°3 – art 2.3 du CCTP)	10 points
SC1.4 : Politique de recrutement et de formation du personnel	10 points
TOTAL VALEUR TECHNIQUE	100 points

Les barèmes de notation des sous-critères sont les suivants :

Evaluation de l'offre	Sous-critère noté sur 10 points	Sous-critère noté sur 30 points	Sous critère noté sur 50 points
Insuffisant <i>L'offre du candidat traduit un sous dimensionnement manifeste par rapport au besoin. L'information fournie est insuffisante, trop lacunaire et/ou sans apporter une réponse claire et suffisamment précise à la demande</i>	0 à 2	0 à 7	0 à 11
Moyennement satisfaisant <i>L'offre du candidat couvre partiellement le besoin. L'information est présentée de manière claire, mais peu détaillée ou peu précise.</i>	3 à 4	8 à 15	12 à 24
Satisfaisant <i>L'offre du candidat couvre le besoin. Elle présente toutes les garanties concernant le respect des engagements indiqués. Elle ne propose pas d'avantage particulier ou prépondérant. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée.</i>	5 à 7	16 à 22	25 à 37
Très satisfaisant <i>Très bonne réponse et complète. Elle présente toutes les garanties concernant le respect des engagements indiqués. Elle propose des avantages particuliers ou un avantage prépondérant apportant une plus value. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée.</i>	8 à 10	23 à 30	38 à 50

La note 0 à un sous critère n'entraîne pas la non conformité de l'offre.

Le critère « valeur technique » est noté sur 100 points. La formule de notation est la suivante :

Note Valeur technique = SC1.1 + SC1.2 + SC1.3 + SC1.4

La note sur 100 obtenue est ensuite pondérée à hauteur de 50% de la note finale pour donner la note « VT »

CRITERE 2: PRIX -40%

La notation du prix s'effectue au moyen de la formule de calcul suivante :

$$\text{Note Critère Prix} = (\text{Montant total TTC du DQE le plus bas} / \text{Montant total TTC du candidat}) \times 100$$

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement et celui porté sur le devis quantitatif estimatif, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres. En conséquence, le montant de l'offre figurant au DQE sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

La note sur 100 obtenue est ensuite pondérée à hauteur de 40% de la note finale pour donner la note «P».

CRITERE 3: DEVELOPPEMENT DURABLE-10%

Le critère «développement durable» se compose de 2 sous-critères et sera jugée au regard de la clarté et de la pertinence des informations fournies au cadre de mémoire technique (Annexe 3 au RC).

Les 2 sous-critères et leur importance respective sont les suivants :

Sous-critère	Importance du sous-critère
SC3.1 : Pertinence des éléments présentés sur l'annexe 3 au RC « RSE »	40 points
SC3.2 : Proposition d'une action d'insertion professionnelle et pertinence des propositions	60 points
TOTAL VALEUR TECHNIQUE	100 points

Les barèmes de notation des sous-critères sont les suivants.

Evaluation de l'offre	Sous-critère noté sur 40 points	Sous-critère noté sur 60 points
Insuffisant <i>L'offre du candidat traduit un sous dimensionnement manifeste par rapport au besoin. L'information fournie est insuffisante, trop lacunaire et/ou sans apporter une réponse claire et suffisamment précise à la demande</i>	0 à 10	0 à 15
Moyennement satisfaisant <i>L'offre du candidat couvre partiellement le besoin. L'information est présentée de manière claire, mais peu détaillée ou peu précise.</i>	11 à 20	16 à 30
Satisfaisant <i>L'offre du candidat couvre le besoin. Elle présente toutes les garanties concernant le respect des engagements indiqués. Elle ne propose pas d'avantage particulier ou prépondérant. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée.</i>	21 à 30	31 à 45
Très satisfaisant <i>Très bonne réponse et complète. Elle présente toutes les garanties concernant le respect des engagements indiqués. Elle propose des avantages particuliers ou un avantage prépondérant apportant une plus value. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée.</i>	31 à 40	46 à 60

La note 0 à un sous-critère n'entraîne pas la non-conformité de l'offre.

Le critère « développement durable » est noté sur 100 points. La formule de notation est la suivante :

Note Développement durable = SC3.1 + SC3.2

La note sur 100 obtenue est ensuite pondérée à hauteur de 10% de la note finale pour donner la note «DD».

NOTE FINALE sur 100 points

La note finale est obtenue au moyen de la formule de calcul suivante :

Note finale = VT + P + DD

Article 14. Visite des lieux

Visite des lieux non obligatoire :

La visite des lieux n'est pas obligatoire, mais elle est conseillée pour la prise de connaissance des sites concernés.

Cette visite sera individuelle, elle se fera au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres.

Les candidats souhaitant visiter les locaux devront prendre rendez-vous au plus tard 72h avant la date envisagée.

Les visites seront organisées de 9h00 à 12h00 et de 14h à 16h30.

La visite est réalisée en langue française.

La prise de contact et de rendez-vous se fera par mail via l'adresse suivante:

dfjl-sps@asp-public.fr

Les candidats peuvent venir accompagnés de leurs sous-traitants. Le candidat et ses sous-traitants doivent participer à la même visite. De même, tous les membres d'un même groupement doivent participer à la même visite.

Les informations suivantes sont nécessaires pour l'accès sur le site : nom, prénom, date et lieu de naissance, société d'appartenance. Les visiteurs se présenteront à l'accueil de l'ASP avec une pièce d'identité en cours de validité.

Dans un souci de respect de l'égalité de traitement de tous les candidats à la procédure, les candidats admis à faire une visite des lieux ne seront pas autorisés à poser de questions pendant le déroulement de la visite. Si la visite suscite des interrogations, les candidats devront déposer celles-ci sur le profil acheteur sur la plateforme PLACE après la visite. Une réponse sera apportée à l'attention de l'ensemble des candidats qui se sont identifiés pour retirer le dossier de la consultation.

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, de l'environnement des bâtiments, des installations existantes et des moyens d'accès.

Article 15. Négociations

Sans objet

Article 16. Attribution du marché

La note finale de chacun des soumissionnaires sera déterminée par l'addition des notes pondérées de chaque critère.

Les offres feront l'objet d'un classement en fonction de la note finale obtenue par chaque candidat au regard des critères d'attribution mentionnés ci-dessus.
Le candidat retenu sera celui qui sera placé en tête du classement. En cas d'égalité de notes, l'offre comportant la meilleure note au critère prix sera retenue.

Le marché sera attribué au candidat retenu **sous réserve de la vérification des renseignements mentionnés dans les articles R 2143-11 et R 2143-12** du code de la commande publique. Dans le cas contraire, il sera fait application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique.

L'attributaire du marché devra fournir l'acte d'engagement complété et signé (électroniquement s'il dispose d'un certificat électronique conforme aux modalités indiquées en annexe au présent règlement de la consultation ou manuscritement, sauf s'il l'a fait à la remise de son offre ou au cours des négociations si elles ont eu lieu.

Article 17. Clauses complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être demandés auprès de :
appui-mp@asp-public.fr

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Limoges - Greffe du tribunal -1 cours Vergniaud -87000 LIMOGES
Tel. +33 555339155 - Fax. +33 555339160 - Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Limoges - Greffe du tribunal -1 cours Vergniaud -87000 LIMOGES
Tel. +33 555339155 - Fax. +33 555339160 - Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

Les recours susceptibles d'être formés pour contester la passation du marché sont les suivants :
- le référé pré-contractuel (article L551-1 du CJA), jusqu'à la signature du marché ;
- le référé contractuel (article L551-13 du CJA), dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché ou à compter de la notification de la conclusion d'un marché subséquent, le cas échéant ;
- le recours en contestation de la validité du contrat, dans les deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché ou à compter de la notification de la conclusion d'un marché subséquent, le cas échéant.